

Les réactions locales

Roselyne Garcia, retraitée Solidaires 13

« Emmanuel Macron apparait toujours comme un donneur de leçon. Nous avons l'habitude de la langue de bois, mais il va trop loin dans la manipulation des mots. Il parle d'universalité, du siècle des Lumières alors que tout son projet est de diviser. Pour les retraités, seules celles de moins de 2 000 euros seront réindexées cette année. C'est



une façon de détourner nos revendications, nous réclamons une revalorisation de toutes les retraites. Car c'est un héritage, un droit, pas une aide qu'on modifie sur commande. Nous avons de quoi nous inquiéter sur le désengagement total de l'État sur plusieurs de ses compétences. Il a même affirmé : « on dit que c'est toujours la faute de l'État ». Mais c'est parce qu'il n'est déjà pas assez présent ! Enfin sur le pouvoir d'achat, il affirme l'augmenter par une baisse des impôts, mais ce sont les dépenses publiques qu'il va réduire »

Propos recueillis par Amaury Baqué

Jean-Jacques Latil, Gilet jaune marseillais

« On se demande à qui a-t-il eu affaire lors du grand débat ? Pour les Gilets jaunes, il n'a pas répondu à leurs revendications et n'a rien dit de plus que ce qui avait fûté il y a quelques jours. Sur le RIC, baisser le seuil à un million de signatures c'est bien, mais au final c'est toujours



l'Assemblée Nationale qui aura le dernier mot, ce ne sont pas les citoyens. Ce n'est que du réchauffé de ce qui existe déjà. Même principe pour le vote blanc, ne pas le reconnaître encourage les votes contestataires. Emmanuel Macron affirme que son orientation est juste, que nous créons des emplois, je me demande si nous vivons dans la même Europe ? Il se sert de cette allocution pour continuer sa campagne pour les Européennes en réalité »

Propos recueillis par A.B.

Hervé Thomas, animateur Attac

« C'est un ton et un langage de chef d'entreprise, des tours de passe-passe en se défaisant sur les collectivités locales tout en sortant du chapeau des gadgets tels ce « France services » qui ouvre grand la porte aux opérateurs privés au détriment du maillage territorial du service public. Sans parler de ce conseil de la participation



citoyenne » qui n'aura qu'un rôle consultatif. Emmanuel Macron prétend répondre à l'exigence de plus de services publics en annonçant un moratoire sur les fermetures d'écoles et d'hôpitaux. Or le gouvernement maintient son projet de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022. Dans un souci de justice fiscale, il aurait été préférable d'augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu, de réduire la TVA sur les produits de première nécessité, ou encore de rétablir l'ISF comme le réclament plus de 77 % des Français. »

Propos recueillis par Étienne Estarillas

Philippe Laget, agent des Finances publiques CGT

« Je suis choqué par ses annonces pour le service public. Il parle de supprimer des emplois à Paris, comme s'ils se tournaient les pouces... Je suis très inquiet quant à ses « Maisons France services ». Elles vont réduire tous les services mais n'apporteront aucune réponse. Pour devenir agent fiscal, il faut 10 mois de formation et pour être



contrôleur. 12. Comment les agents de ces maisons vont-ils pouvoir maîtriser à la fois finances, Caf et urbanisme ? On aura des gens incompetents et en détresse car ils ne pourront pas répondre aux besoins. J'ai aussi été marqué par son discours sur l'évasion fiscale. Comment veut-il lutter alors qu'il supprime des postes au sein des finances publiques ? »

Propos recueillis par E.F.

Macron en service après vente de son projet

ÉDITORIAL
Françoise Verna

Présenté, en toute modestie, comme un « nouvel acte de notre République », le show du président Macron, jeudi soir, peut se résumer à la conclusion de son très long propos : « Nous devons continuer à transformer le pays car les résultats sont là ». Ou il ne comprend rien ou il fait montre d'un cynisme certain.

L'objectif n'était donc pas de répondre à la colère des Gilets jaunes mais de tenter de sortir de cette séquence en mettant sur orbite l'acte 2 d'un quinquennat en grande difficulté et sur les rails la suite de ses réformes pourtant à l'origine de la colère qui traverse le pays.

Emmanuel Macron, qui n'avait pas pu mener à terme sa réforme constitutionnelle, stoppée net cet été par l'affaire Benalla, la fait revenir par la même. Avec les mêmes propositions : introduire une part significative de proportionnelle et